

## À la recherche d'une stratégie : la lutte de la Corée du Sud pour un nouveau modèle de sécurité

Chung Min LEE

Pendant plus d'un demi-siècle, la position stratégique de la Corée du Sud eut pour objectif principal de préserver le statu quo ou, plus précisément, d'empêcher une guerre. Les calculs stratégiques ont toutefois beaucoup évolué, à l'intérieur comme à l'extérieur de la Corée du Sud, depuis la fin de la guerre froide et plus particulièrement au lendemain du sommet historique de juin 2000 entre les deux Corées. Malgré la suprématie de la dissuasion, la montée en puissance de nouvelles forces politiques intérieures, deux analyses distinctes de sécurité, de nouvelles dynamiques dans l'alliance coréano-américaine et les tensions persistantes que reflètent les ambitions nucléaires de la Corée du Nord sont autant d'éléments qui se sont combinés pour créer une incertitude croissante à l'égard des modèles et choix stratégiques fondamentaux de la Corée du Sud.

L'évolution de la logique stratégique de la Corée du Sud ne s'explique pas par un seul élément. C'est plutôt un ensemble de facteurs, qui datent de plusieurs décennies, et notamment la démocratisation à la fin des années 80, qui ont influencé la propre évolution doctrinale de Séoul s'agissant des modèles de sécurité. En fait, l'on peut dire à certains égards que l'ambiguïté stratégique existe depuis le début puisque deux volontés apparemment contradictoires ont influencé les discours sud-coréens en matière de sécurité depuis la fin de la guerre de Corée en 1953 : empêcher un nouveau conflit fratricide tout en agissant pour une réunification pacifique avec son principal adversaire. La poursuite d'objectifs qui peuvent sembler surprenants n'est pas propre à la péninsule coréenne comme le montrent l'histoire des relations à l'intérieur de l'Allemagne ou, plus largement, les relations américano-soviétiques pendant la plus grande partie de la guerre froide. Cela étant dit, dans le contexte coréen, les conséquences furent et demeurent peut-être plus fragiles, complexes et contradictoires dans la mesure où les intérêts de quatre grandes puissances (la Chine, le Japon, la Russie et les États-Unis) ont toujours convergé dans la péninsule.

### *Les évolutions qui ont influencé la logique stratégique de la Corée du Sud*

L'opposition entre la dépendance sécuritaire, une plus grande autonomie stratégique et la réunification nationale a toujours imprégné la culture stratégique de la Corée du Sud, mais s'est accentuée à la fin des années 90 pour trois grandes raisons.

---

Chung Min Lee est professeur de relations internationales à la Graduate School of International Studies, Yonsei University, Séoul (République de Corée). Il est actuellement détaché auprès du National Graduate Institute for Policy Studies, Tokyo (Japon).

## NOUVELLE PERCEPTION DES MENACES EN CORÉE DU SUD

Jusqu'au début des années 70, la manière dont les menaces à la sécurité nationale étaient perçues en Corée du Sud s'expliquait par quatre facteurs principaux : la prépondérance des menaces traditionnelles avec notamment la crainte d'une invasion nord-coréenne de grande ampleur ; les incursions et les actes terroristes soutenus par la Corée du Nord ; l'engagement toujours plus coûteux de la Corée du Sud dans la guerre du Viet Nam ; et la très grande dépendance militaire à l'égard des États-Unis, et notamment du renseignement stratégique à l'intérieur et autour de la péninsule coréenne.

L'alliance entre la République de Corée et les États-Unis était centrée sur ses propres préoccupations stratégiques et marquée par la dépendance de la République de Corée par rapport aux États-Unis pour les questions économiques et de sécurité. Ce ne fut pas avant la fin des années 70, que la République de Corée commença à envisager la sécurité de manière plus autonome, (suite notamment à l'engagement initial de Jimmy Carter de retirer les troupes américaines de Corée du Sud), mais toujours dans le cadre de l'alliance. Le Président Park Chung Hee engagea un programme ambitieux de modernisation de la défense au début des années 70 (le programme Yulgok) visant à accroître progressivement les capacités locales de mise au point d'armes, et notamment le programme modeste, mais autonome, de missiles balistiques de Séoul<sup>1</sup>.

À la fin des années 80 et au milieu des années 90, l'alliance entre la République de Corée et les États-Unis allait connaître de profonds changements en raison de l'effondrement du communisme en Europe de l'Est, de la réunification allemande, des convulsions politiques, économiques et stratégiques en Corée du Nord (comme la mort de Kim Il Sung en 1994, le déclin économique continu depuis la fin des années 80 et la crise nucléaire de 1993). Tandis que s'éloignait la menace d'une guerre majeure dans les années 80 et 90, l'alliance fut confrontée à trois nouvelles menaces : l'arsenal d'armes de destruction massive de la Corée du Nord, y compris son incroyable stock de missiles balistiques ; la possibilité d'un effondrement du régime, de l'État ou d'un échec structurel avec des répercussions pour la sécurité coréenne, américaine et japonaise ; et des scénarios non linéaires conduisant à un « tunnel de réunification » qui pourraient être très déstabilisateurs, explosifs, violents et problématiques (comme celui d'une intervention militaire chinoise limitée pour soutenir un régime nord-coréen intérimaire après la chute ou l'éviction de Kim Jong Il).

La perception des menaces par rapport au Nord a profondément changé depuis la fin de la guerre froide, mais plus particulièrement depuis le sommet de 2000. L'aspect le plus important de ce sommet ne fut peut-être pas tant ce qu'il permit d'atteindre, mais plutôt l'effet considérable qu'il eut sur la perception du Nord par les Sud-Coréens. Autrement dit, après le sommet, les analyses ont porté presque exclusivement sur les dynamiques inter-coréennes, la politique à moyen et long termes de la Corée du Sud à l'égard de Pyongyang, et les perspectives d'échanges et de coopération de grande ampleur. Ces questions méritent d'être examinées en priorité, or jusqu'à présent les conséquences extérieures n'ont fait l'objet que d'une attention limitée. La façon de gérer l'alliance avec les États-Unis, les relations avec le Japon, l'avenir de la coordination trilatérale, et de nouveaux efforts de la part de la Chine pour exercer une influence sur les deux Corées, sont quelques-uns des éléments qui pourraient jouer un rôle croissant dans la conduite de la politique étrangère de la Corée du Sud dans les mois et les années à venir. Si toutes les puissances régionales se sont officiellement réjouies de ce sommet, il est aussi vrai qu'elles s'inquiètent toutes, même si c'est à des niveaux différents, des conséquences que peuvent entraîner de meilleures relations entre les deux Corées et, plus important encore, du profil stratégique d'une Corée réunifiée.

La route vers la réunification est encore longue, mais si les conséquences du sommet entraînent une accélération du processus, les grandes puissances focaliseront leur attention, leurs préoccupations

et leurs stratégies sur les deux Corées plus qu'elles ne l'ont fait depuis la guerre de Corée. Le Gouvernement de Kim Dae Jung (1998–2003) a ouvert, dans la péninsule coréenne, la boîte de Pandore qui était fermée depuis un demi-siècle. Ce processus pourrait dégager des forces échappant à tout contrôle et avoir des conséquences majeures pour les États-Unis, le Japon et la Chine. Il est difficile de savoir si la République de Corée saura gérer les difficultés qui pourraient découler du sommet, vu la position mitigée de Pyongyang s'agissant d'une détente avec le Sud et les problèmes intérieurs de Kim Jong Il. Une question bien plus importante encore est celle de savoir si le sommet et les mesures décidées à la suite de cette rencontre modifieront la « corrélation des forces » dans la péninsule ainsi qu'en Asie du Nord-Est.

Jusqu'au milieu des années 90, la principale menace perçue par la Corée du Sud était relativement conventionnelle. Il s'agissait de la Corée du Nord qui faisait peser sur le Sud, et sur la région, une série de menaces militaires, surtout depuis la première crise nucléaire (entre mars 1993, lorsque la Corée du Nord annonça qu'elle se retirait du TNP, et octobre 1994, lorsque l'accord général fut conclu entre les États-Unis et la Corée du Nord). Depuis dix ans, la façon dont les menaces sont perçues par les élites politiques, les spécialistes et même le grand public a considérablement changé. Il n'existe aujourd'hui plus de consensus clair sur les questions de sécurité surtout avec la difficulté supplémentaire du programme d'armes nucléaires de la Corée du Nord. Cette ambivalence peut s'expliquer par un certain nombre de facteurs, mais les efforts du Gouvernement de Kim Dae Jung, poursuivis par celui de Roh Moo Hyun, signifient que la perception classique des menaces ne domine plus le discours de sécurité en Corée du Sud. Les analyses divergentes des capacités nucléaires de la Corée du Nord réalisées récemment par différents ministères et organismes sud-coréens illustrent ce point<sup>2</sup>. Même si des analyses différentes sont un élément qui caractérise les gouvernements démocratiques, un consensus doit pourtant être trouvé au sein du Gouvernement sud-coréen s'agissant du statut du programme d'armement nucléaire de la Corée du Nord. Il n'existe pas non plus de consensus avec les autres pays de la région et d'autres acteurs extérieurs, comme les États-Unis.

#### LES CHANGEMENTS DE L'OPINION PUBLIQUE

L'accélération du processus de démocratisation depuis la fin des années 80 et l'arrivée au pouvoir de deux gouvernements libéraux successifs depuis 1998 ont entraîné un changement d'attitude à l'égard de la Corée du Nord et des États-Unis. Même si l'alliance est restée intacte, les divergences se sont multipliées depuis la fin des années 90 s'agissant principalement, mais pas uniquement, de la meilleure ligne de conduite à suivre face aux ambitions nucléaires de la Corée du Nord. Les tensions au niveau bilatéral se sont considérablement accrues avec l'arrivée au pouvoir de l'administration Bush en 2001, d'autant que les deux gouvernements ont voulu insister sur une position « équilibrée » s'agissant des affaires nord-coréennes.

Sur le plan intérieur, les initiatives visant à abroger la loi sur la sécurité nationale se sont accélérées depuis la fin des années 90, et suite à un revirement qui aurait été inimaginable voilà dix ans, de nombreuses voix s'élèvent aujourd'hui en Corée du Sud pour reprocher aussi bien aux États-Unis qu'à la Corée du Nord l'impasse des relations entre le Sud et le Nord. La démocratisation rapide s'est également traduite par la prolifération d'autres médias, d'organisations non gouvernementales et d'une société civile forte qui dénoncent les principes fondamentaux d'une position conservatrice à l'égard de la Corée du Nord.

*De nombreuses voix s'élèvent aujourd'hui en Corée du Sud pour reprocher aussi bien aux États-Unis qu'à la Corée du Nord l'impasse des relations entre le Sud et le Nord.*

## L'IMPORTANCE DE LA STABILITÉ POUR LA PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE

La volonté d'empêcher la discorde et les différends éventuels au niveau des relations intercoréennes est une priorité et va de pair avec l'influence économique croissante de la Corée du Sud en tant que onzième puissance économique au monde et troisième dans la région Asie-Pacifique, derrière le Japon et la Chine. En d'autres termes, préserver le statu quo et atténuer toute détérioration majeure des relations entre le Sud et le Nord est impératif pour préserver la prospérité économique de la Corée du Sud. Cela dit, il est aussi vrai que le fait d'insister sur les possibilités de directives normatives, ce qui revient à dire que seuls des efforts soutenus peuvent convaincre la Corée du Nord de renoncer à ses armes nucléaires, s'est traduit par des contraintes structurelles qui ont entraîné des tensions dans la coordination politique entre la Corée du Sud, le Japon et les États-Unis. Ainsi, selon la presse locale, Séoul envisage de maintenir sa participation dans la création de la zone économique spéciale de Kaesong, en Corée du Nord, malgré la déclaration du 10 février 2005 par laquelle la Corée du Nord affirme posséder l'arme nucléaire<sup>3</sup>.

### *Legs historique et réalités stratégiques*

Plus d'un siècle après l'entrée forcée de la Corée dans le système international moderne et plus d'un demi-siècle après son alliance avec les États-Unis, la Corée du Sud pourrait être amenée à revoir ses options stratégiques en raison du modèle géopolitique qui évolue à l'intérieur et autour de la péninsule coréenne et de nouvelles forces politiques intérieures. L'un des facteurs les plus importants dans le débat actuel sur la sécurité concerne le futur rôle de la Chine dans la région.

Depuis la fin de la guerre de Corée jusqu'à récemment, la Chine n'entraîne pas vraiment en ligne de compte dans l'équation stratégique de la Corée du Sud, en raison de l'absence de relations officielles, d'échanges économiques limités, du rôle central de l'alliance entre la République de Corée et les États-Unis, et enfin de l'alliance rigide entre la Chine et la Corée du Nord. L'effondrement de l'Union soviétique, les quatre modernisations de la Chine, les problèmes structurels croissants de la Corée du Nord, et la démocratisation de la Corée du Sud sont autant d'éléments qui ont replacé la Chine dans les considérations stratégiques de la Corée du Sud. D'un point de vue historique, la Corée du Sud n'avait pas vraiment d'autre possibilité que d'opter pour une stratégie de sécurité nationale axée sur le continent chinois. Elle opta pourtant, à la surprise générale, pour une stratégie essentiellement maritime par le biais principalement de son alliance, après la guerre, avec les États-Unis et d'alliances stratégiques avec d'autres pays comme le Japon et l'Australie.

Les États-Unis vont certainement conserver leur influence stratégique dans la région Asie-Pacifique pendant encore quelque temps, mais la question de la Chine va sûrement bientôt dominer les discussions sur la sécurité en Asie du Nord-Est. Même si la question de la Chine devait s'aggraver, elle pourrait ne pas être insurmontable ; la Corée du Sud pourrait détourner les pressions exercées par la Chine et préserver ses liens de sécurité essentiels avec les États-Unis. Une Chine complètement démocratisée et libre ne pourra qu'être tentée de placer de nouveau la péninsule coréenne sous son influence stratégique. Les nouvelles difficultés auxquelles se heurte la Corée du Sud sont donc très différentes de celles qui existaient voilà un siècle. La première question qui se pose est donc de savoir comment la Corée peut conserver une certaine autonomie stratégique sans être prise dans une nouvelle orbite stratégique chinoise. Dans le cas de la Corée, les considérations géographiques ne peuvent être surmontées, mais l'idée d'ébaucher une zone tampon qui ne soit pas une zone d'exclusion doit être – aujourd'hui plus que jamais depuis l'effondrement de l'ordre international en Asie orientale voilà un siècle – une priorité pour les stratèges coréens.

## *Les facteurs qui influencent l'avenir de l'alliance entre la République de Corée et les États-Unis*

D'aucuns pourraient dire que si la Corée du Sud a conclu avec les États-Unis un traité de défense mutuelle ce fut plus par défaut qu'à dessein. La décision du Président Syngman Rhee de chercher à conclure un pacte de défense bilatéral avec les États-Unis et d'ancrer solidement la Corée du Sud dans le camp « occidental » de la sécurité eut d'importantes conséquences, voulues ou non. Pour la première fois de son histoire, la Corée allait voir sa politique de sécurité être déterminée en grande partie par une puissance autre que la Chine, la Russie ou le Japon. Alors que la Corée du Nord formait des alliances avec l'Union soviétique et la Chine, la position américaine modifiait les options stratégiques de la Corée du Sud.

Les résultats obtenus dans le cadre de l'alliance entre la République de Corée et les États-Unis ont largement dépassé les attentes initiales. Les rapports de sécurité entre la Corée du Sud et les États-Unis établis durant la guerre de Corée n'étaient pas naturels en raison de leurs trajectoires historiques complètement différentes et de la très grande disparité de leurs capacités. Cette alliance permit néanmoins aux États-Unis de conserver une présence stratégique cruciale dans le continent asiatique pendant la guerre froide, et la Corée du Sud put tirer pleinement profit des avantages que représentait le parapluie sécuritaire américain. Cette alliance fut l'un des succès remarquables de l'après-guerre.

Même si le Gouvernement Roh a pris des mesures pour atténuer certaines des principales tensions qui gênent l'alliance, c'est peut-être la première fois que les tensions entre Séoul et Washington sont aussi importantes depuis la création de l'alliance dans les années 50<sup>4</sup>. Avec la déclaration, en février 2005, de la Corée du Nord par laquelle le pays affirme s'être doté d'armes nucléaires, les manœuvres diplomatiques accrues visant à convaincre la Corée du Nord de réintégrer les pourparlers à six, et les pourparlers entre la République de Corée et les États-Unis concernant la restructuration des forces américaines, les événements dans la péninsule coréenne sont de nouveau au cœur de l'attention. Malgré l'importance des pourparlers de Beijing et l'urgence de geler puis démanteler le programme nord-coréen d'armes nucléaires, quatre questions étroitement liées pour l'avenir de l'alliance méritent d'être examinées avec la même attention.

### LA PROGRESSION DES VOIX CRITIQUES

Si la plupart des Sud-Coréens continuent de croire à l'importance de préserver une alliance forte avec les États-Unis, d'autres voix se font entendre et elles se sont multipliées depuis la fin des années 90. Ce qui inquiète c'est l'affaiblissement progressif du consensus classique de sécurité de la Corée du Sud, qui s'est accéléré avec le Gouvernement de Kim Dae Jung et qui se poursuit, sous une forme différente, avec le gouvernement actuel.

L'un des aspects les plus intéressants, si ce n'est contrariants, du changement d'attitude de la Corée du Sud à l'égard des États-Unis est la façon dont l'opinion publique perçoit la Corée du Nord et le rôle des États-Unis sur des questions essentielles pour l'avenir de la péninsule coréenne. En Corée du Sud, l'opinion publique a tendance à changer rapidement d'avis et à refléter des événements particuliers, comme la mort regrettable de deux étudiants en 2002. En même temps, même face à des poussées d'anti-américanisme sporadiques, l'opinion reste dans une grande majorité opposée à tout retrait brusque des forces américaines, même si les positions concernant l'intérêt du maintien des forces américaines ont connu des changements considérables depuis les années 90<sup>5</sup>. De la même façon, d'autres informations confirment les opinions divergentes concernant la position ambiguë de la

Corée du Sud à l'égard des États-Unis – avec d'une part, un sentiment persistant d'inégalité au sein de l'alliance et, d'autre part, une vision réaliste de la nécessité de la préserver<sup>6</sup>.

#### LA POSSIBILITÉ DE RESTRUCTURER L'ALLIANCE

La deuxième question clef qui se pose est celle de savoir dans quelle mesure l'alliance entre la République de Corée et les États-Unis peut être redéfinie vu la révision par Washington de sa position stratégique à long terme dans la région Asie-Pacifique, l'anti-américanisme croissant en Corée du Sud, l'ambiguïté du pays à l'égard de l'alliance, et l'attitude tout aussi équivoque des États-Unis au sujet de l'alliance<sup>7</sup>.

À la fin des années 90, l'alliance faisait face à un objectif apparemment contradictoire : donner à la Corée du Nord des niveaux de garanties différents pour favoriser un changement positif s'agissant notamment des armes de destruction massive et des missiles balistiques et prévoir, en même temps, toute une série de scénarios dont celui d'une chute violente du régime qui pourrait avoir des répercussions considérables pour la République de Corée et les États-Unis. L'alliance redoutait de plus en plus la perspective de crises prolongées dans la péninsule, en dépit du recul progressif de la menace d'une guerre classique. L'accent croissant mis par la Corée du Nord sur les forces asymétriques, avec ses armes de destruction massive et ses missiles balistiques (alors que ses forces armées classiques arrivaient au cinquième rang mondial), faisait peser de nouvelles pressions sur l'alliance.

Il y eut également une transformation d'une alliance centrée sur ses propres préoccupations à une alliance s'inscrivant dans un cadre plus large avec un agenda de sécurité toujours plus ambitieux. La Corée du Sud ne s'engage pas énormément dans les missions militaires globales, notamment dans les opérations interalliées, dans la région et ailleurs<sup>8</sup>, mais cela pourrait changer. Outre quelques missions de maintien de la paix pour l'ONU au Timor oriental, au Sahara occidental et à la frontière entre l'Inde et le Pakistan, la Corée du Sud pourrait être amenée par les États-Unis à s'engager dans des opérations militaires plus directes pour soutenir la guerre contre le terrorisme, surtout en cas de nouvelle attaque terroriste cataclysmique.

Les 8 et 9 avril 2003, la République de Corée et les États-Unis organisèrent une première rencontre intitulée « Future of the ROK-US Alliance Policy Initiative ». Plusieurs questions cruciales seront certainement négociées dans le détail pendant le mandat du Gouvernement Roh et notamment le transfert de la garnison américaine de Yongsan, la consolidation des forces américaines autour de centres cruciaux, le transfert de missions militaires et le réalignement des forces américaines en Corée du Sud<sup>9</sup>. Au cours des premiers mois du Gouvernement Roh, au moment de la deuxième crise nucléaire nord-coréenne, Séoul soutint qu'il était prématuré pour les États-Unis d'entamer des discussions afin d'envoyer au Sud de Séoul des forces américaines qui étaient déployées près de la zone démilitarisée. Le Département de la défense des États-Unis semble toutefois pencher pour l'idée d'un transfert rapide de la 2<sup>e</sup> division d'infanterie et ce pour plusieurs raisons, notamment des préoccupations liées à une série de manifestations anti-américaines et différentes discussions comme celles sur le Land Partnership Plan<sup>10</sup>.

En dépit de discussions bilatérales régulières sur la modernisation de l'alliance, et notamment une réduction progressive de 12 000 hommes d'ici 2008, l'alliance a été ébranlée par des différences de perception des menaces. Le langage virulent des premiers mois du Gouvernement Roh au sujet de l'alliance entre la République de Corée et les États-Unis s'est considérablement adouci depuis deux ans. De grandes divergences subsistent toutefois entre Séoul et Washington sur la meilleure façon de gérer le problème nucléaire en Corée du Nord. Les États-Unis et la Corée du Sud continuent néanmoins de réaffirmer les raisons de préserver un dispositif conjoint de défense et de dissuasion.

Au fil du temps, le niveau des forces américaines sera inévitablement réduit de manière considérable. Malgré l'engagement pris par Washington de préserver le niveau de ses forces en Corée du Sud, l'accent mis par la Corée du Sud sur un dispositif de défense plus autonome ainsi que des initiatives américaines parallèles visant à redéfinir sa présence en Corée du Sud pourraient bien se traduire par des réductions plus importantes de la présence militaire américaine que ce qui est envisagé pour l'instant par les deux pays. Dans ce cas, la Corée du Sud devra consacrer aux dépenses en matière de défense des ressources nettement plus importantes que les 2,7% actuels de son PIB (ce chiffre pourrait passer à 3,2% pour l'année fiscale 2004 si l'Assemblée nationale l'approuve). Une réduction importante des forces américaines en Corée du Sud obligerait le Ministère sud-coréen de la défense nationale à consacrer des ressources à des domaines qui dépendaient jusqu'à présent des États-Unis, comme les capacités d'alerte rapide et de renseignement stratégique. Par conséquent, si la Corée du Sud envisage sérieusement d'opter pour une défense plus autonome, elle n'a pas d'autre choix que d'augmenter considérablement ses dépenses en matière de défense.

*Si la Corée du Sud envisage sérieusement d'opter pour une défense plus autonome, elle n'a pas d'autre choix que d'augmenter considérablement ses dépenses en matière de défense.*

#### LES ÉVOLUTIONS NON LINÉAIRES DANS LA PÉNINSULE

Les événements non linéaires dans la péninsule coréenne, surtout dans le contexte d'un changement politique majeur en Corée du Nord, pourraient accélérer le processus de réunification. Si la crise nucléaire en Corée du Nord pouvait être désamorcée avec succès dans le cadre des pourparlers à six grâce à des avancées considérables dans les négociations entre Washington et Pyongyang, il serait possible d'envisager une normalisation des relations entre les deux Corées et des liens entre les États-Unis et la Corée du Nord, ainsi que de ceux entre le Japon et la Corée du Nord. D'un autre côté, si les pourparlers à six ne parviennent pas à convaincre Pyongyang de démanteler son programme d'armement nucléaire, la Corée du Sud, les États-Unis, le Japon et la Chine seront confrontés à la pire option après celle d'un conflit généralisé dans la péninsule ou d'un conflit militaire dans le détroit de Taiwan : autrement dit une Corée du Nord qui devient un État nucléaire déclaré ayant la capacité de fabriquer un nombre important d'ogives nucléaires dans un avenir proche.

Outre les positions différentes des deux pays s'agissant de la Corée du Nord, l'alliance entre la République de Corée et les États-Unis se heurte à plusieurs difficultés stratégiques : la menace a considérablement changé depuis que l'alliance fut mise en place. Il faut donc prévoir, pour l'alliance, des missions et des rôles élargis. Même si la possibilité d'une guerre majeure ne peut être exclue, la capacité de la Corée du Nord à lancer un conflit classique de grande envergure a considérablement diminué depuis les années 80 pour plusieurs raisons : le déclin économique de la Corée du Nord, les projets de la Corée du Sud pour améliorer ses forces, la fin du traité de défense entre la Russie et la Corée du Nord et l'échec de la Corée du Nord qui voulait mettre à mal l'alliance entre les États-Unis et la Corée du Sud. Même si le spectre d'une guerre conventionnelle majeure recule, plusieurs éléments favorisent différents scénarios non linéaires dans la péninsule coréenne. Il s'agit notamment du programme important d'armes de destruction massive de la Corée du Nord, le risque de plusieurs conflits de faible intensité ainsi que l'effondrement nord-coréen. Alors que le Commandement des forces américaines et sud-coréennes continue de s'entraîner et de se préparer pour faire face à différents types de conflits, des perspectives plus graves encore et notamment celles de diverses menaces d'armes de destruction massive combinées à des scénarios d'effondrement pourraient poser de grandes difficultés aux responsables politiques et militaires de la République de Corée et des États-Unis.

Cette liste peut être étendue à d'autres scénarios très peu probables (comme celui d'un coup militaire en Corée du Nord, immédiatement suivi de négociations de paix avec le Sud et la dissolution

rapide de l'État nord-coréen). Les difficultés les plus grandes découleraient de bouleversements politiques majeurs tels qu'une crise nucléaire qui pourrait être relancée par : des éléments incontestables prouvant que, en dépit de l'accord général, Pyongyang a réussi à fabriquer des armes nucléaires ; la décision de la Corée du Nord de dénoncer l'accord jugeant ses obligations toujours plus intrusives ; ou la décision d'interrompre le moratoire sur les essais de missiles à longue portée et de ne pas se conformer aux inspections de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). D'autres crises pourraient intervenir comme un éclatement de la structure de commandement nord-coréenne suite à une transition politique violente qui entraînerait une impossibilité de contrôler les unités militaires régionales. En outre, des difficultés économiques prolongées pourraient provoquer une multiplication des manifestations, voire une révolte armée irrégulière, et compromettre gravement l'autorité du régime.

En plus des scénarios axés sur la Corée du Nord, des bouleversements voire un conflit pourraient éclater en Asie du Nord-Est et avoir d'importantes répercussions pour la sécurité de la Corée du Sud et pour l'alliance entre ce pays et les États-Unis. Par exemple, la progression de la Chine et les dissensions stratégiques potentielles avec les États-Unis pourraient considérablement exacerber les tensions régionales. Si la question du détroit de Taiwan donne lieu à un échange militaire, même limité, entre Beijing et Taiwan, Washington (et peut-être même Tokyo dans certaines circonstances) pourrait être impliqué dans un conflit explosif dans le détroit de Taiwan. En outre, comme le précisent des extraits de l'*Examen du dispositif nucléaire*, « la Chine, qui continue à préciser ses objectifs stratégiques et à moderniser ses forces nucléaires et non nucléaires, pourrait se retrouver impliquée dans une crise immédiate ou potentielle »<sup>11</sup>.

#### LES CONSÉQUENCES DES CHOIX SUD-CORÉENS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PENDANT LA PHASE DE TRANSFORMATION

Le dernier élément à prendre en compte est celui des conséquences cumulées des choix stratégiques opérés par la Corée du Sud pendant toute la phase de transformation de la péninsule coréenne, y compris la phase « post réunification »<sup>12</sup>.

Il est important de définir les conditions de la réunification vu les conséquences d'une Corée réunifiée sous l'égide ou sous la direction de la Corée du Sud ou de la Corée du Nord. En supposant que la Corée soit réunifiée sous la direction de la République de Corée, le processus même de réunification (qu'elle se fasse par un accord politique négocié, une intégration progressive, un effondrement suivi d'une absorption ou, dans le pire des cas, un conflit), la composition politique d'un gouvernement de réunification et les choix stratégiques d'une Corée réunifiée lui serviront certainement de points de référence. Un examen détaillé des différents scénarios de réunification dépasse l'objet de cet article. Il convient toutefois de préciser que celui d'un accord négocié, bien qu'il soit le plus souhaitable, est probablement irréaliste vu le conflit interminable entre le Sud et le Nord. Quant à la réunification par la force, elle devrait être évitée quasiment à tout prix. En somme, une réunification faisant suite à un effondrement de la Corée du Nord semble le scénario le plus probable. Dans ce cas, quelles seraient les formules de sécurité pour une Corée réunifiée ?

Les contours stratégiques d'une Corée réunifiée seront certainement définis par le contexte régional (avec la dissolution de la menace nord-coréenne et un rôle potentiellement important dans la course entre les grandes puissances), l'ampleur des points communs en matière de sécurité entre la Corée réunifiée et les États-Unis (ainsi qu'avec d'autres alliés majeurs des États-Unis dans la région), l'influence des plans de défense et de sécurité fondés sur les capacités d'une Corée réunifiée et ses ambitions politiques. D'autres facteurs joueront aussi un rôle et notamment le coût considérable de la

réunification, surtout dans le cas d'un effondrement de la Corée du Nord suivi de son absorption, et la gestion des capacités nord-coréennes importantes s'agissant des armes de destruction massive.

Il est, à ce jour, impossible de résumer toutes les formules possibles pour une Corée réunifiée. Six grandes options se dégagent néanmoins pour l'ère post-réunification (voir Tableau 1).

En supposant que la réunification de la Corée intervienne à la suite d'une initiative sud-coréenne et qu'elle bénéficie du soutien des grandes puissances, l'arrangement de sécurité le plus probable serait celui d'une nouvelle alliance avec les États-Unis. Si la réunification se réalise par un accord politique négocié, il est difficile d'imaginer le maintien d'une alliance avec les États-Unis et un déploiement de forces américaines est encore plus improbable. Une autre alliance est une possibilité théorique qui a plus de chance de se concrétiser si la réunification se fait par un accord négocié. La Chine est certainement le pays qui serait le plus susceptible de forger une nouvelle alliance avec une Corée réunifiée ; des alliances avec la Fédération de Russie ou le Japon sont probablement incertaines. L'idée d'une Corée neutre, garantie par un accord entre quatre puissances, pourrait aussi être envisagée, bien qu'il soit tout de même difficile d'imaginer une Corée réunifiée et neutre lorsqu'on pense à l'histoire de la péninsule, au cœur des intérêts stratégiques de l'Asie du Nord-Est. Une Corée stratégiquement indépendante et non alignée est peu probable puisque après une réunification, de nouveaux sentiments nationalistes pourraient favoriser un consensus politique

**Tableau 1. Différentes architectures de sécurité coréenne**

	<b>Liens militaires avec les États-Unis</b>	<b>Interactions économiques majeures</b>	<b>Liens multilatéraux de sécurité</b>	<b>ADM locales, y compris dissuasion nucléaire</b>
Alliance forte	Présence militaire réduite, mais présence aérienne importante	Au niveau actuel	Complémentaires	Aucune, la Corée continuerait de profiter du parapluie nucléaire des États-Unis
Alliance politique	Retrait de la 2 <sup>e</sup> division d'infanterie, présence aérienne limitée	Interactions croissantes avec l'économie régionale (surtout avec la Chine)	Liens multilatéraux accrus au fil du temps	Aucune
Alliance minimale	Pas de forces américaines	Comme ci-dessus	Liens multilatéraux croissants	Aucune
Non-alignement (pas d'alliance avec une grande puissance)	Aucun	Comme ci-dessus	Liens multilatéraux de sécurité	Possible*
Système d'un traité de sécurité pour l'Asie du Nord-Est	Pas de troupes étrangères	Liens économiques renforcés avec notamment un « accord de libre-échange en Asie du Nord-Est »	Très importants	Aucune
Nouvelle alliance (avec la Chine)	Aucun	Liens économiques renforcés avec la Chine	Limités	Aucune
Neutralité absolue	Aucun	Au niveau actuel	Limités	Aucune

\*Il est difficile d'imaginer qu'une Corée réunifiée déciderait d'avoir des armes nucléaires contre l'avis des grandes puissances. Si une Corée réunifiée décidait d'imiter l'Inde et d'opter pour une politique de sécurité nationale très autonome et plus nationaliste, elle se heurterait à des conséquences économiques, politiques et stratégiques considérables, et susciterait bien évidemment un ostracisme international. Une telle décision pourrait conduire à une abrogation de l'alliance avec les États-Unis et impliquerait le retrait du TNP.

national refusant toute alliance militaire, voire toute alliance politique étroite, avec une grande puissance. Enfin, une Corée réunifiée fortement attachée à une institution ou à un accord multilatéral de sécurité est une autre possibilité, à supposer qu'un mécanisme de sécurité apparaisse au fil du temps en Asie du Nord-Est.

Toutes ces possibilités représentent des coûts et des risques pour la Corée. Une Corée stratégiquement indépendante pourrait nourrir des ambitions stratégiques offensives et vouloir un arsenal nucléaire avec des plateformes offensives comme des missiles balistiques à longue portée,

***En choisissant l'option nucléaire, la Corée réunifiée provoquerait très certainement la fin de l'alliance avec les États-Unis, l'armement nucléaire du Japon et une très grande méfiance de la Chine et de la Russie à son égard.***

une marine hauturière et des plateformes aériennes et spatiales. En choisissant l'option nucléaire, la Corée réunifiée provoquerait très certainement la fin de l'alliance avec les États-Unis, l'armement nucléaire du Japon et une très grande méfiance de la Chine et de la Russie à son égard. Outre les difficultés financières énormes auxquelles ne manquera pas de se heurter une Corée réunifiée, une Corée stratégiquement autonome qui souhaiterait posséder

des armes de destruction massive serait la pire des options pour la sécurité. La meilleure solution pour les intérêts stratégiques actuels et futurs de la Corée du Sud semble donc être celle d'une « adaptation » de l'alliance avec les États-Unis pour mieux faire face à toute une série de difficultés. En dernière analyse, une autonomie accrue peut, et devrait, être réalisée par le biais d'une action concertée visant à moderniser l'alliance.

L'alliance entre la République de Corée et les États-Unis est aujourd'hui mise à rude épreuve pour toute une série de raisons. La relation n'est certainement pas à un point de rupture – d'aucuns pourraient même dire qu'il est intrinsèquement bon pour l'alliance d'exprimer des vues divergentes – mais la gestion de l'alliance se heurtera certainement à des difficultés importantes dans une période de fluctuations sans précédent pour la péninsule coréenne. La capacité qu'auront Séoul et Washington d'améliorer leurs relations dépendra de leur capacité à forger un nouveau consensus de sécurité au-delà de la menace nord-coréenne actuelle.

L'alliance de la Corée du Sud avec les États-Unis ne sera probablement pas entamée à court terme, mais le pays doit réfléchir dès à présent au fondement de l'alliance à plus long terme, surtout pour le cas où une réunification interviendrait rapidement. La communauté de la sécurité en Corée du Sud doit étudier sérieusement les différentes voies qui peuvent surgir après la réunification, y compris d'éventuels accords de sécurité, en envisageant notamment une redéfinition de la raison d'être stratégique du maintien de l'alliance avec les États-Unis dans l'ère post-réunification et en tenant compte de nouvelles réalités géopolitiques, comme la position à moyen et long termes de la Chine à l'égard de la péninsule coréenne.

L'idée de mobiliser un soutien politique au niveau intérieur pour appuyer l'alliance avec les États-Unis et la volonté d'envisager la constitution d'une « Alliance Pacifique » de facto en pleine période de changement politique intérieur, alors que les relations entre le Sud et le Nord sont fragiles et que les grandes puissances redéfinissent leurs stratégies à l'égard de la péninsule coréenne, laissent présager de grandes difficultés pour la République de Corée au début du XXI<sup>e</sup> siècle. Il ne faut toutefois pas que l'histoire se répète. Les choix stratégiques, faits voilà cent ans par la Corée, avaient entraîné l'effondrement dynastique, la colonisation par le Japon, la division du pays et un conflit dévastateur. S'assurer qu'en ce début de siècle, la Corée du Sud fasse des choix stratégiques judicieux est la mission la plus importante pour tous les Coréens, quelles que soient leurs convictions politiques.

D'ici 2020, la République de Corée sera certainement confrontée à une donne stratégique très différente, surtout si la péninsule est réunifiée sous son influence. Une Corée réunifiée se heurterait certainement à des forces très différentes, et notamment à la possibilité d'un modèle de sécurité nationale plus nationaliste avec des programmes équivalents de modernisation des forces coréennes. Les dispositions stratégiques d'une Corée réunifiée seraient aussi fortement influencées par les actions

et stratégies de ses voisins les plus puissants, notamment la Chine et le Japon, et plus particulièrement dans le contexte des ambitions stratégiques régionales de Beijing à plus long terme.

## *Conclusion*

La façon dont la Corée du Sud envisage ses futures options en matière de sécurité dépendra, dans une large mesure, de quatre facteurs principaux :

- le processus conduisant à la réunification – par un accord négocié, par l’effondrement de la Corée du Nord suivi d’une absorption, ou différentes formes de statu quo suivies du scénario d’absorption ;
- la nécessité de formuler une nouvelle base stratégique pour soutenir son alliance avec les États-Unis ainsi que son alliance de fait avec le Japon dans une ère de réconciliation entre le Sud et le Nord, dans le cadre d’une diminution considérable de la menace nord-coréenne ou après la réunification ;
- la définition des impératifs stratégiques de la Corée à plus long terme et notamment les capacités de projection de puissance et la composition de ses forces ;
- l’élaboration d’un nouveau consensus national en matière de sécurité en raison des transformations prévues à l’intérieur et autour de la péninsule coréenne, comme le changement générationnel dans la politique coréenne et l’émergence de nouvelles élites dans le domaine de la sécurité.

Au cours des cinq dernières décennies, la Corée du Sud a su préserver ses intérêts en matière de sécurité grâce à une alliance solide avec les États-Unis. La tâche qui l’attend s’annonce plus complexe, politisée, et pourrait même susciter de nombreuses divisions, en raison des incertitudes concernant les stratégies de la Corée du Nord. Dans le même temps, la Corée du Sud doit réfléchir à ses liens économiques croissants avec la Chine – qui est déjà son deuxième partenaire commercial derrière les États-Unis ou le premier si l’on considère la Chine élargie avec Taiwan et Hong Kong –, et préserver ses liens de sécurité avec les États-Unis et le Japon, ainsi qu’avec d’autres pays de la région Asie-Pacifique et d’Asie du Sud-Est.

Dans un avenir proche, la façon dont évoluera la deuxième crise nucléaire en Corée du Nord pourrait avoir une incidence majeure sur les options de sécurité de la Corée du Sud. Cinq forces étroitement liées compliquent la résolution du problème nucléaire et, par extension, les grandes lignes de l’équation Sud-Nord :

- une politique intérieure qui change en Corée du Sud et deux analyses de sécurité toujours plus distinctes ;
- des tensions dans la relation américano-coréenne qui ne vont probablement pas s’atténuer dans un avenir proche ;
- de nouvelles difficultés pour une coordination politique efficace entre les États-Unis, la Corée du Sud et le Japon ;
- les choix stratégiques de Pyongyang face à la pression internationale croissante contre les ambitions nucléaires de la Corée du Nord ;
- des actions, autres que par la force, que pourraient lancer les États-Unis avec leurs principaux alliés si les pourparlers à six ou les discussions bilatérales parallèles s’avéraient inefficaces.

Redéfinir les options stratégiques de la Corée du Sud à plus long terme apparaît comme une tâche cruciale de politique étrangère et de sécurité nationale en dépit de l'accent mis aujourd'hui sur l'idée de redéfinir les relations entre le Sud et le Nord. Même si le débat concernant la politique d'une Corée réunifiée englobe différentes vues politiques, les conséquences se feront sentir dans toute l'Asie du Nord-Est. Une Corée réunifiée doit, au minimum, choisir une position non nucléaire, opter pour une dissuasion forte qui ne menace toutefois pas l'équilibre régional, une économie de marché qui préserve des liens essentiels avec l'économie mondiale, et un régime démocratique qui adopte, garantisse et défende les valeurs universelles.

## Notes

1. Pour plus de précision, voir C.M. Lee, 2001, « North Korea's Missiles: Strategic Implications and Policy Responses », *The Pacific Review*, vol. 14, n° 1, p. 104 à 107.
2. *Chosun Ilbo*, 16 février 2005, p. A1 ; *Chosun Ilbo*, 13 février 2005.
3. *Chosun Ilbo*, 17 février 2005, p. A1.
4. Suite au sommet entre la République de Corée et les États-Unis à Washington DC, le 14 mai 2003, les Présidents Roh et Bush firent une déclaration conjointe qui précisait notamment que les deux dirigeants s'engagent à travailler en étroite collaboration pour moderniser l'alliance entre la République de Corée et les États-Unis, en profitant de la technologie pour transformer les forces des deux nations et pour améliorer leurs capacités afin de faire face aux nouvelles menaces. Voir « Common Values, Principles and Strategy », déclaration conjointe du Président Roh Moo Hyun et du Président George W. Bush, 14 mai 2003, à l'adresse < [www.mofat.go.kr](http://www.mofat.go.kr) > .
5. « 85.7% of Respondents Say That Anti-Americanism is Not a Surprise », *Munwha Ilbo*, 12 décembre 2002 ; *Donga Ilbo*, 1er avril 2003, à l'adresse < [www.donga.com/fbn/news](http://www.donga.com/fbn/news) > .
6. « Favorable Ratings of Korean and Americans », *Chosun Ilbo*, 3 mars 2002, à l'adresse [www.chosun.com/bin/printNews](http://www.chosun.com/bin/printNews).
7. Officiellement, Séoul continue d'affirmer que les liens bilatéraux avec les États-Unis restent inchangés. En juin 2003, le Ministre sud-coréen des affaires étrangères, Yoon Young Kwan, affirma que malgré l'antipathie exprimée par certains Sud-Coréens à l'égard des États-Unis suite à la mort accidentelle, en juin 2002, de deux étudiants tués par un véhicule blindé américain, il était important de garder à l'esprit que la plupart des Sud-Coréens voulaient une révision et une amélioration de l'Accord sur le statut des forces et non pas, comme ce fut largement dit, rompre les relations avec les États-Unis. Yoon insista sur la position officielle du Gouvernement Roh selon laquelle une *mauvaise interprétation* par la presse coréenne et étrangère concernant la nature et la force de l'anti-américanisme en Corée du Sud avait entraîné « une montée des sentiments anti-coréens aux États-Unis, provoquant un malentendu regrettable entre nos deux peuples ». Voir « ROK-US Coordination and North Korea's Nuclear Issue », remarques du Ministre des affaires étrangères Yoon Young Kwan lors du Korean-American Association Breakfast Meeting, 26 juin 2003, Séoul (République de Corée), p. 2, à l'adresse < [www.mofat.go.kr](http://www.mofat.go.kr) > .
8. D. Rumsfeld, 2001, *Report on Allied Contributions to the Common Defense*, Washington DC, Département de la défense des États-Unis, mars, p. II-9.
9. Résultat de la deuxième rencontre « Future of the ROK-US Alliance Policy Initiative », *MND News Release*, 7 juin 2003, à l'adresse < [www.mnd.go.kr](http://www.mnd.go.kr) > .
10. Le Land Partnership Plan (LPP) fut conclu le 29 mars 2002 par la République de Corée et les États-Unis. Il s'agit d'une mesure bilatérale de coopération visant à consolider les bases américaines en Corée du Sud, à améliorer la capacité opérationnelle, la sécurité publique et à renforcer l'alliance en « réglant certains des motifs récurrents de tension et de mécontentement pour les Sud-Coréens s'agissant de la présence américaine en Corée du Sud ».
11. D. Rumsfeld, 2001, *Nuclear Posture Review (Excerpts)*, présenté au Congrès des États-Unis le 31 décembre, à l'adresse < [www.globalsecurity.org/wmd/library/policy/dod/npr.htm](http://www.globalsecurity.org/wmd/library/policy/dod/npr.htm) > .
12. L'expression « post statu quo » pourrait être distinguée de l'expression « post réunification » pour insister sur le fait que les changements et les bouleversements dans la péninsule pourraient ne pas conduire nécessairement à la réunification. Dès l'instant où le statu quo commence à vaciller dans le Sud, le Nord ou dans les deux pays simultanément (avec par exemple une chute du régime ou du pays au Nord, ou des troubles persistants dans le Nord après l'ère Kim Jong Il), la constitution d'un gouvernement stable pour l'ensemble de la péninsule pourrait être gravement compromise. La période conduisant, après le statu quo, à une structure politique viable pourrait se prolonger selon la nature, la profondeur et la rapidité des changements politiques et militaires dans les deux Corées et plus particulièrement dans le Nord.